

ANNEXE 4

Reliquats 2012 à 2020

La présente annexe traite les charges déclarées au titre des années 2012 à 2020 et qui n'avaient pas pu être intégrées aux charges constatées pour ces exercices (« reliquats ») en raison :

- soit d'un défaut de déclaration de charges ;
- soit de l'absence de justifications suffisantes dans le cadre de la déclaration de ces charges.

Les charges pour lesquelles les justifications ont été depuis apportées à la CRE sont intégrées au montant des charges à compenser en 2023.

Les éléments de cette annexe sont inchangés par rapport à la délibération du 13 juillet 2022¹.

Électricité de France (EDF), Électricité de Mayotte (EDM), certaines entreprises locales de distribution (ELD) ou organismes agréés ainsi que quelques autres fournisseurs d'électricité et de gaz naturel ont déclaré des reliquats.

Avertissement

Tous les résultats sont arrondis à une décimale (la plus proche) dans le corps du document. Toutefois, les résultats finaux utilisent uniquement des valeurs intermédiaires exactes non arrondies. De ce fait, il peut parfois survenir un très léger écart entre la somme des valeurs intermédiaires et les valeurs finales.

¹ Délibération de la CRE du 13 juillet 2022 relative à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour 2023.

SOMMAIRE

A. SOUTIEN AUX ENR ELECTRIQUES, A LA COGENERATION GAZ NATUREL ET AUTRES MOYENS THERMIQUES EN METROPOLE CONTINENTALE	3
A.1 Surcoûts supportés par EDF en métropole continentale	3
A.2 Surcoûts supportés par les entreprises locales de distribution et les organismes agréés.....	5
A.3 Bilan.....	6
B. SOUTIEN A L'INJECTION DE BIOMETHANE	7
B.1 Régularisation des coûts d'achat	7
B.2 Coût évité	7
B.3 Surcoûts d'achat.....	7
B.4 Charges à compenser au titre des reliquats	7
C. SOUTIEN EN ZNI	8
C.1 Surcoûts de production supportés par les opérateurs historiques dans les zones non interconnectées ..	8
C.2 Surcoûts liés aux contrats d'achat d'électricité dans les zones non interconnectées.....	9
C.3 Surcoûts liés aux contrats de stockage dans les zones non interconnectées.....	10
C.4 Coûts liés aux actions de MDE dans les zones non interconnectées.....	10
C.5 Coûts liés aux études mentionnées dans les PPE	11
C.6 Synthèse des reliquats en ZNI	11
D. SOUTIEN AUX EFFACEMENTS	12
E. DISPOSITIFS SOCIAUX.....	12
E.1 Charges liées aux dispositifs sociaux – électricité	12
E.2 Charges liées aux dispositifs sociaux – gaz	12
E.3 Bilan des charges liées aux dispositifs sociaux	12
F. FRAIS DIVERS – COUTS LIÉS À LA CONCLUSION ET À LA GESTION DES CONTRATS D'OBLIGATION D'ACHAT ET DE COMPLÉMENT DE RÉMUNERATION EN MÉTROPOLE CONTINENTALE.....	12
G. SYNTHESE	13
G.1 Charges de service public retenues au titre de reliquats.....	13
G.2 Détail des charges de reliquats liées aux contrats d'achat et aux dispositifs sociaux en électricité supportées par les entreprises locales de distribution et autres fournisseurs.....	13

A. SOUTIEN AUX ENR ELECTRIQUES, A LA COGENERATION GAZ NATUREL ET AUX AUTRES MOYENS THERMIQUES EN METROPOLE CONTINENTALE

A.1 Surcoûts supportés par EDF en métropole continentale

A.1.1 Coûts liés aux contrats d'achat

EDF a déclaré des contrats d'achat en tant que reliquats pour les années 2012 à 2020. Ces reliquats peuvent être associés à des facturations tardives de la part des producteurs, à des régularisations de situations contractuelles (ex : signatures d'avenants avec application rétroactive, régularisation des primes fixes avec application éventuelle de bonus/malus sur la base de données de l'année de fonctionnement complète non disponibles avant la clôture annuelle, actualisation de majorations de qualité en hydraulique, etc.) ou à des ajustements des montants facturés à la suite de détections d'anomalies (ex : comptage défectueux).

La CRE a opéré des contrôles sur les différents éléments déclarés. Il s'agit à la fois de contrôles automatiques et par échantillonnage, au même titre que pour les charges constatées. Ces contrôles ont permis de détecter certaines erreurs et de les corriger.

Au total, les reliquats déclarés sur les années 2012 à 2020 ainsi que la régularisation des provisions au titre de 2019 et la variation du facturé au titre de 2018 représentent un volume total de 168,7 GWh et un coût d'achat de 11,1 M€.

Par ailleurs, ces données prennent en compte les termes correctifs déclarés par EDF, qui ont trait notamment à des régularisations de facturations de contrats photovoltaïques et biogaz (régularisation de primes à l'efficacité énergétique).

A.1.1.1 Reliquats au titre de l'année 2020

Le détail pour l'année 2020 est donné dans le **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** :

Tableau 1 : Volumes et coûts d'achat déclarés par EDF en tant que reliquats au titre de 2020

2020	Cogénération (combustible fossile)	Hydraulique	Eolien	Incinération	Biogaz	Biomasse	Photovoltaïque	Autres (*)	TOTAL
Janvier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,6	0,0	2,6
Février	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,1	1,2
Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,3	1,6
Avril	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,0	2,3
Mai	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	0,0	2,2
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	0,0	2,2
Juillet	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	7,3	0,0	7,4
Août	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	4,8	0,0	5,3
Septembre	0,0	1,4	2,8	0,0	0,0	0,0	5,4	0,0	9,6
Octobre	0,0	2,0	5,4	0,0	0,0	0,0	6,4	0,0	13,8
Novembre	2,5	3,0	2,9	0,0	0,1	0,0	6,1	0,2	14,9
Décembre	0,5	4,7	5,2	0,0	0,4	0,4	6,7	0,1	18,1
Quantités (GWh)	3,0	11,8	16,3	0,0	0,6	0,4	48,5	0,7	81,3
Coût d'achat (k€)	428,8	1 309,3	1 350,5	0,0	117,7	58,3	6 376,7	103,9	9 745,0

* Autres = surplus des ELD achetés par EDF et petites installations

A.1.1.2 Reliquats et régularisation des provisions au titre de l'année 2019

S'agissant de l'année 2019, les reliquats et la régularisation des provisions sont traités conjointement. En application de la délibération de la CRE² du 17 février 2022 relative à la comptabilité appropriée, EDF a transmis la base actualisée présentant les charges effectivement facturées en 2019. Ces éléments permettent de procéder à la régularisation des provisions et d'intégrer les reliquats au titre de 2019. L'écart, en énergie et en coût d'achat, entre la base actualisée et la base initiale ayant servi à établir les charges constatées au titre de 2019 est présenté dans le **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** Toutes les filières sont concernées.

² Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 17 février 2022 portant décision sur les règles de la comptabilité appropriée applicables aux opérateurs supportant des charges de service public de l'énergie pour la déclaration des charges constatées et sur le format de déclaration des charges prévisionnelles.

Tableau 2 : Volumes et coûts d'achat en écart entre la base actualisée et la base initiale au titre de 2019

2019	Cogénération (combustible fossile)	Hydraulique	Eolien	Incinération	Biogaz	Biomasse	Photovoltaïque	Autres (*)	TOTAL
Janvier	0,0	-0,4	0,0	0,0	-0,1	0,0	-1,2	0,0	-1,7
Février	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,7	0,1	-2,0
Mars	0,0	-4,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,9	0,3	-6,3
Avril	0,1	2,6	-0,1	0,0	0,0	0,0	-1,8	0,0	0,8
Mai	0,0	1,4	0,0	0,0	0,3	0,0	-1,6	0,0	0,1
Juin	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,3	0,0	-0,7	0,0	-0,5
Juillet	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,3
Août	0,0	-0,3	0,2	0,0	0,4	0,0	-0,7	0,0	-0,4
Septembre	0,0	0,0	-0,4	-5,3	0,5	0,0	-1,4	0,0	-6,7
Octobre	0,1	0,4	0,7	0,0	0,5	0,0	-0,9	0,0	0,9
Novembre	4,6	1,8	1,1	0,0	0,8	0,0	-0,7	0,2	7,9
Décembre	1,0	1,5	0,0	0,0	1,2	0,0	0,4	0,1	4,1
Quantités (GWh)	5,8	1,7	1,5	-5,3	4,3	0,0	-12,1	0,7	-3,4
Coût d'achat (k€)	586,7	-680,5	21,5	-718,4	772,1	-181,6	-8 815,7	649,5	-8 366,4

* Autres = surplus des ELD achetés par EDF et petites installations

A.1.1.3 Reliquats sur les années 2012 à 2018

Pour les années 2012 à 2018, les reliquats déclarés concernent des contrats d'achat d'installations des filières photovoltaïque, éolienne, hydraulique, cogénération et biogaz, ainsi que le surplus de production des entreprises locales de distribution. Le détail est donné dans le Tableau 3.

Pour l'année 2018, la régularisation des provisions a été prise en compte lors de l'exercice de calcul de charges précédent, les données déclarées concernent donc uniquement la variation du facturé.

Tableau 3 : Volumes et coûts d'achat déclarés par EDF en tant que reliquats pour les années 2012 à 2018

2012 à 2018	Cogénération (combustible fossile)	Hydraulique	Eolien	Biogaz	Photovoltaïque	Autres (*)	TOTAL
Janvier	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	2,7	3,8
Février	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	5,1	5,8
Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	5,1	6,2
Avril	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	1,6	2,8
Mai	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	3,4	4,7
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	4,8	6,1
Juillet	0,0	0,0	0,1	0,0	1,3	4,8	6,3
Août	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	3,7	4,5
Septembre	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	4,5	5,9
Octobre	0,6	0,0	0,0	0,0	1,7	10,8	13,2
Novembre	0,0	0,4	0,0	0,6	1,8	11,1	14,0
Décembre	0,0	0,5	0,0	0,0	2,1	15,0	17,7
Quantités (GWh)	0,8	1,2	0,2	0,6	15,4	72,7	90,9
Coût d'achat (k€)	53,3	-1 292,6	17,4	-72,6	4 392,7	6 642,5	9 740,6

* Autres = surplus des ELD achetés par EDF et petites installations

A.1.2 Coûts évités liés à l'énergie produite

Du fait du processus de régularisation des provisions effectué depuis l'exercice précédent, les volumes de production traités au titre des années précédant l'année des charges constatées sont plus importants. La méthode simplifiée consistant à calculer les coûts évités par ces volumes par référence aux prix de marché *spot* mensuels mérite dès lors d'être précisée. Ainsi, à partir du présent exercice, la CRE calcule les coûts évités par les volumes déclarés en tant que reliquats ou objet d'une régularisation pour une année considérée en utilisant les mêmes références de prix que celles qui avaient été utilisées lors de l'établissement des charges constatées au titre de cette même année.

Avant 2016, si elles étaient utilisées, les références de prix mensuelles profilées pour les filières photovoltaïque et éolienne sont utilisées pour valoriser les volumes de production de ces filières.

A partir de 2016, la référence de prix retenue est donc le prix court terme utilisé pour valoriser la part aléatoire de la production du périmètre d'équilibre dédié aux installations obligation d'achat. Pour les filières photovoltaïque et éolienne, les références de prix mensuelles profilées sont utilisées pour valoriser les volumes de production de ces filières.

Une exception s'applique aux volumes de surplus de production des entreprises locales de distribution, dont le coût évité reste calculé par référence aux prix de marché *spot* mensuels, dans la mesure où ces volumes ne sont pas affectés au périmètre d'équilibre dédié aux installations d'obligation d'achat.

Les coûts évités totaux s'élèvent à **7,2 M€**. Leur décomposition par année, mise en regard du coût d'achat et du volume de production est présentée dans le Tableau 4.

A.1.3 Régularisations au titre des écarts pour 2019 et 2020

En application de la délibération de la CRE du 16 décembre 2014³, le calcul des surcoûts prend également en compte les régularisations de la facturation des écarts résultant de la correction de données de production (processus de réconciliation temporelle) ainsi que la régularisation issue du solde du compte « ajustement-écarts » (CAE).

EDF a supporté les sommes suivantes pour ces deux régularisations :

k€	solde du CAE	processus de réconciliation temporelle
2019	-1 837	2 062
2020		-1 522
Total	-1 837	540

A.1.4 Surcoûts liés aux contrats d'achat pour EDF

Les surcoûts totaux liés aux déclarations de reliquats d'EDF pour les années 2012 à 2020 et à la régularisation des provisions pour l'année 2018 s'élèvent à **2,6 M€** (11,1 M€ de coût d'achat – 7,2 M€ de coût évité – 1,3 M€ de régularisations des écarts).

Leur décomposition par année et par filière est présentée dans le Tableau 4 :

Tableau 4 : Bilan des surcoûts au titre des années 2012 à 2020

k€	Coût d'achat	Coût évité	Régularisations au titre des écarts	Surcoût corrigé*	Surcoûts par filière				
					Eolien	Solaire	Bio-énergies	Autres énergies	Cogénération & autres moyens thermiques
2012	-82	1		-83	0	11	0	-94	0
2013	-116	8		-125	0	48	-21	-151	0
2014	-101	15		-117	0	113	-126	-104	0
2015	101	39		63	0	275	0	-212	0
2016	2 107	739		1 368	0	474	0	894	0
2017	5 240	2 690		2 551	0	448	0	2 102	0
2018	2 591	716		1 875	-465	0	7	2 326	8
2019	-8 366	-96	224	-8 046	-34	-8 331	432	-447	334
2020	9 745	3 070	-1 522	5 152	778	4 566	133	-631	306
Total	11 119	7 184	-1 298	2 638	279	-2 396	425	3 682	648

*Intégrant les régularisations ; celles-ci sont affectées par convention à la sous-action "Autres énergies"

A.1.5 Surcoûts liés aux contrats de complément de rémunération

EDF a déclaré des reliquats pour des contrats de complément de rémunération au titre des années 2018 et 2019. Ces reliquats concernent principalement la filière éolienne et, dans une moindre mesure, les filières hydraulique et photovoltaïque.

Au titre de 2019, le volume total de régularisation de l'énergie produite est de 7,8 GWh et les surcoûts liés aux contrats de complément de rémunération s'élèvent à **263,5 k€**.

Au titre de 2018, le volume total de régularisation de l'énergie produite est de 60,3 MWh. Les surcoûts associés sont marginaux.

A.2 Surcoûts supportés par les entreprises locales de distribution et les organismes agréés

Les déclarations de reliquats au titre des contrats d'achat concernent 32 entreprises locales de distribution et 1 organisme agréé. Pour la plupart, il s'agit de la déclaration de régularisations de factures au titre de 2020. 16 opérateurs déclarent également des reliquats au titre de 2019 et 10 au titre de 2018.

5 entreprises locales de distribution déclarent également des régularisations portant sur le prix de vente ou les volumes des surplus cédés à EDF OA (dans le cadre de contrats « RS41 ») au titre de 2018, 2019 et 2020. Les factures de régularisation de surplus ont été prises en compte et, pour les régularisations portant également sur les volumes, la régularisation intègre également le correctif correspondant à l'évolution du volume d'obligation d'achat.

Le tableau ci-dessous présente les montants retenus au titre des régularisations relatives aux surplus :

³ Délibération de la CRE du 16 décembre 2014 portant communication relative à l'évolution de la méthodologie de calcul du coût évité par l'électricité produite sous obligation d'achat en métropole continentale.

Opérateur considéré par la régularisation des surplus	2018 et antérieures	2019	2020
Energie Quillan Occitanie			- 1 697 €
Régie Communale d'Électricité MONTATAIRE	- 134 227 €	- 65 798 €	- 57 082 €
SEOLIS	- 151 098 €		
Régie Communale d'Électricité MONTDIDIER	- 16 784 €	+ 2 675 €	+ 31 €
SICAE du CARMAUSIN		- 256 767 €	

S'agissant de l'entreprise locale de distribution SEOLIS, une régularisation exceptionnelle des charges au titre de 2018, 2019 et 2020 est effectuée : il s'agit du remboursement d'un montant de **272 k€** (13 k€ + 65 k€ + 194 k€) correspondant au montant de cautions liées aux contrats solaires dits « S17 » encaissées qui n'aurait pas dû être comptabilisé lors du calcul du coût évité lié à l'énergie au titre des différentes années.

S'agissant de l'entreprise locale de distribution, GASCOGNE ENERGIES SERVICES AIRE SUR L'ADOUR (ex Régies Municipales), une régularisation exceptionnelle des charges au titre de 2018, 2019 et 2020 est effectuée. Il s'agit d'une régularisation liée à la déclaration erronée, sur les précédentes années, du mode d'approvisionnement de l'énergie servant à calculer le coût évité pour les entreprises locales de distribution. Le montant de la régularisation s'élève à **45 k€** (- 47 k€ + 19k€ + 74 k€).

Les surcoûts totaux liés aux déclarations de reliquats des entreprises locales de distribution s'élèvent à **7,0 M€**. Les surcoûts totaux liés aux déclarations de reliquats des organismes agréés s'élèvent à **159 k€**. Les détails par opérateur sont indiqués dans la section G.2.

A.3 Bilan

En prenant en compte (i) les surcoûts d'achat évalués pour EDF, les entreprises locales de distribution et les organismes agréés et (ii) les charges liées au dispositif de complément de rémunération supportées par EDF, les reliquats au titre des années 2012 à 2020 s'élèvent à **10,0 M€**.

Les principaux détails du calcul sont indiqués dans le Tableau 5.

Tableau 5 : Bilan des charges liées aux contrats d'obligation d'achat et de complément de rémunération en métropole continentale au titre des années 2012 à 2020 réparties par action budgétaire

en M€		EDF Obligation d'achat	EDF Complément de rémunération	ELD	Organismes agréés	Total reliquats	
Action 1	Eolien terrestre	0,3	0,3	0,0	0,0	0,6	9,4
	Eolien en mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Solaire	-2,4	0,0	8,1	0,2	5,9	
	Bio-énergies	0,4	0,0	-0,8	0,0	-0,4	
	Autres énergies	3,7	-0,04	-0,4	0,0	3,3	
Action 4	Cogénération et autres énergies	0,6	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7
Total		2,6	0,3	7,0	0,2	10,0	

B. SOUTIEN A L'INJECTION DE BIOMETHANE

B.1 Régularisation des coûts d'achat

Les déclarations de reliquats au titre des contrats d'achat de biométhane injecté concernent 4 acheteurs, qui ont réalisé une déclaration de régularisations de factures ou une déclaration de factures tardives au titre de 2020. Un opérateur déclare également des reliquats au titre de 2019.

Ces régularisations font suite à une régularisation de primes d'intrants, à l'identification d'erreurs de comptage des volumes injectés, à une facturation tardive ou à des erreurs de tarifications.

Les coûts d'achats totaux liés aux déclarations de reliquats des fournisseurs s'élèvent à **379,5 k€**. Les détails par opérateur sont indiqués dans la section G.2.

B.2 Coût évité

Le coût évité pour les fournisseurs par les volumes déclarés en tant que reliquats est calculé par référence aux prix *spot* moyens constatés sur les marchés de gros pour le mois correspondant. Le coût évité total s'élève à **134,9 k€**.

B.3 Surcoûts d'achat

Un montant total de surcoûts d'achat de **244,6 k€** doit être pris en compte au titre de reliquats pour les années 2019 à 2020.

B.4 Charges à compenser au titre des reliquats

Un montant total de charges de **244,6 k€** (379,5 k€ - 134,9 k€) doit par conséquent être pris en compte au titre de reliquats à compenser pour les années 2019 à 2020.

C. SOUTIEN EN ZNI

C.1 Surcoûts de production supportés par les opérateurs historiques dans les zones non interconnectées

C.1.1 Surcoûts de production supportés par EDF au titre de reliquats

C.1.1.1 Coûts de production

Facturation des commissions EDFT

EDFT, la filiale du groupe EDF en charge de la couverture des coûts d'achat de combustible pour le compte d'EDF SEI, ne présente pas toujours ses factures la même année que la prestation. En 2021, EDFT a ainsi facturé des commissions pour 2021, mais également pour 2020. Ces commissions entraînent un reliquat de **+ 0,03 M€** au titre de 2020.

Prestation de dépotage

EDF SEI effectue ponctuellement des prestations pour le compte de sociétés tierces. Les recettes qui en découlent sont déduites de la compensation qu'il touche au titre de l'année écoulée. En 2020, EDF SEI a ainsi effectué un dépotage pour le compte d'EDF PEI en Corse, qui n'a été facturé qu'en 2021. Ces prestations entraînent un reliquat de **- 0,5 M€** au titre de 2020.

Pièces de rechange

Des pièces de rechange non utilisées par EDF SEI en Martinique au cours des années 2018 à 2020 ont été réintégrées en stock en 2021. Ceci conduit à un reliquat de **- 0,2 M€** au titre de 2020, **- 0,3 M€** au titre de 2019 et **- 0,04 M€** au titre de 2018.

Régularisation de prestations DSP-IT

La direction des services partagés (DSP) d'EDF effectue chaque année pour le compte d'EDF SEI des prestations informatiques qu'elle facture séparément aux entités Production et Réseau. Une analyse d'EDF SEI, confirmée par les Commissaires Aux Comptes, indique que la DSP n'a pas appliqué les bonnes clés de répartition entre ces entités pour la facturation relative aux années 2018 à 2020. La société Production, dont les activités correspondent au périmètre couvert par les charges de service public, a été sous-facturée d'un montant de 10,8 M€ pour les trois années, dont **9,9 M€** concernent l'activité de production. Ceci entraîne la prise en compte d'un reliquat de **+ 7,9 M€** au titre de 2020, **+ 1,5 M€** au titre de 2019 et **+ 0,4 M€** au titre de 2018.

Fonctions communes

Un montant de **+ 0,07 M€** concernant des frais communs supportés au niveau du centre de Guadeloupe, correspondant à un retard de facturation, est retenu comme reliquat au titre de 2020.

Frais supports

Un montant de 324 k€ d'imputation directe au niveau de chaque territoire n'avait pas été exposé l'année dernière au titre de 2020, ce qui entraîne la prise en compte d'un reliquat de **+ 0,3 M€** au titre de 2020.

Rémunération des capitaux

Un retard de prise en compte de la mise en service d'un certain nombre d'immobilisations dans différents territoires conduit à un reliquat de **+ 0,3 M€** au titre de 2020.

C.1.1.2 Recettes de production

EDF n'a pas déclaré de reliquats relatifs aux recettes de production dans les ZNI.

C.1.1.3 Surcoûts de production d'EDF à retenir au titre de reliquats dans les ZNI

Au total, le montant des corrections apportées aux surcoûts de production supportés par EDF au titre des années 2018 à 2020 s'élève à **+ 9,5 M€** dont **+ 3,8 M€** qui relève de la sous-action budgétaire Transition énergétique et **- 5,7 M€** qui relève de la sous-action Mécanismes de solidarité.

C.1.2 Surcoûts de production supportés par EDM au titre de reliquats

C.1.2.1 Coûts de production

En raison de facturations tardives portant sur divers postes de coûts (Impôts & taxes, télécommunications et déplacements), un reliquat de **0,1 M€** doit être comptabilisé au titre de 2020.

C.1.2.2 Recettes de production

Aucune recette de production n'a été déclarée par EDM pour les années antérieures au titre des reliquats.

C.1.2.3 Surcoûts de production d'EDM à retenir au titre de reliquats

Au total, le montant des corrections apportées aux surcoûts de production supportés par EDM au titre de l'année 2020 s'élève à **0,1 M€**. Ces surcoûts relèvent de la sous-action budgétaire « mécanisme de solidarité ».

C.1.3 Surcoûts de production supportés par EEWf au titre de reliquats

Aucun surcoût de production n'a été déclaré par EEWf au titre des reliquats.

C.2 Surcoûts liés aux contrats d'achat d'électricité dans les zones non interconnectées

C.2.1 Surcoûts supportés par EDF dans les ZNI

De nombreux contrats, principalement photovoltaïques, ont fait l'objet d'une déclaration de reliquat essentiellement au titre de 2020, mais également au titre des années 2014 à 2019. Ces reliquats peuvent être associés à des facturations tardives de la part des producteurs, à des régularisations de situations contractuelles (ex : signatures d'avenants avec application rétroactive, régularisation des primes fixes avec application éventuelle de bonus/malus sur la base de données de l'année de fonctionnement complète non disponibles avant la clôture annuelle, actualisation de majorations de qualité en hydraulique, etc.) ou à des ajustements des montants facturés à la suite de détections d'anomalies (ex. comptage défectueux).

Pour l'année 2020, les principales filières concernées par des reliquats sont la filière éolienne et la filière photovoltaïque. Pour la filière éolienne, les reliquats concernent des installations situées en Guadeloupe dont la facturation pour le mois de décembre 2020 a été réalisée début 2021. S'agissant de la filière photovoltaïque, les facturations sont souvent établies pour une période annuelle ce qui amène EDF à déclarer les coûts d'achat en décalage par rapport aux volumes achetés et pris en compte dans le bilan électrique. En outre, les producteurs photovoltaïques – surtout lorsque les panneaux sont installés chez les particuliers – omettent régulièrement d'envoyer les factures à EDF ce qui conduit à des régularisations qui peuvent concerner plusieurs années.

Le détail des volumes et des coûts d'achat des reliquats de l'année 2020 est fourni dans le Tableau 6 qui suit.

Tableau 6 : Quantités d'électricité et coûts d'achat retenus a posteriori au titre de 2020 en ZNI

	Corse		Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion		Total	
	GWh	M€	GWh	M€	GWh	M€	GWh	M€	GWh	M€	GWh	M€
Interconnexion	---	1,5	---	---	---	---	---	---	---	---	0,0	1,5
Bagasse/Charbon	---	---	---	0,3	---	---	---	---	---	0,5	0,0	0,8
Thermique	---	---	---	0,2	---	---	---	0,4	---	0,0	0,0	0,5
Hydrogène	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	0,0	0,0
Eolien	---	---	1,6	0,3	---	---	---	---	---	---	1,6	0,3
Hydraulique	0,2	0,0	0,0	0,3	---	---	---	---	0,3	0,0	0,4	0,3
Incinération	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	0,0	0,0
Géothermie	---	---	---	0,1	---	---	---	---	---	---	0,0	0,1
Biogaz	0,5	0,1	---	---	---	---	0,3	0,0	---	---	0,9	0,1
Biomasse	---	---	---	0,1	---	-0,3	---	-1,2	---	---	0,0	-1,4
Photovoltaïque	2,4	0,5	3,4	1,3	1,8	0,2	2,5	1,0	6,1	1,8	16,1	4,9
Total	3,0	2,1	5,0	2,7	1,8	-0,1	2,8	0,2	6,4	2,2	19,0	7,2

Aucun reliquat n'est exposé pour les îles bretonnes et Saint Pierre et Miquelon.

Au total, les surcoûts liés aux contrats d'achat supportés par EDF au titre des années 2014 à 2020 déclarés au titre de reliquats viennent augmenter le montant des charges de service public à compenser en 2023 de **7,4 M€**. Sa décomposition par exercice et par compte de financement budgétaire est présentée dans le Tableau 7 qui suit.

Tableau 7 : Bilan des quantités d'électricité, coûts d'achat et surcoûts d'achat retenus a posteriori en ZNI

Exercice	Volume d'achat	Coût d'achat	Surcoût d'achat	Transition énergétique OA	Transition énergétique gré à gré	Mécanismes de solidarité
	kWh	€	€	€	€	€
2020	19 014 054,7	7 220 287,0	5 986 945,5	4 106 686,8	-988 374,5	2 868 633,3
2019	2 416 987,0	755 967,2	613 890,9	800 000,6	0,0	-186 109,7
2018	711 410,0	585 901,6	546 790,2	219 302,9	319 609,3	7 878,0
2017	428 791,0	134 987,8	111 671,9	111 671,9	0,0	0,0
2016	387 550,0	136 613,2	115 496,0	115 496,0	0,0	0,0
2015	123 727,0	54 315,9	47 127,3	47 127,3	0,0	0,0
2014	4 952,0	1 702,2	1 433,1	1 433,1	0,0	0,0
Total	23 087 471,7	8 889 774,8	7 423 354,9	5 401 718,5	-668 765,2	2 690 401,6

Ce montant se répartit de la manière suivante :

- 4,7 M€ au titre des charges relevant de l'action « Transition énergétique » ;
- 2,7 M€ au titre des charges relevant de l'action « Mécanismes de solidarité ».

C.2.2 Surcoûts d'achat supportés par EDM à Mayotte

En raison d'une facturation tardive de la production portant sur plusieurs centrales photovoltaïques mises en service en 2020, un reliquat de **0,6 M€** doit être comptabilisé au titre de 2020, pour un volume de 1 678 MWh. Ces surcoûts relèvent de la sous-action « Transition énergétique ».

C.2.3 Surcoûts supportés par EEWf à Wallis-et-Futuna

Aucun surcoût lié aux contrats d'achat de production n'a été déclaré par EEWf au titre des reliquats.

C.3 Surcoûts liés aux contrats de stockage dans les zones non interconnectées

C.3.1 Surcoûts liés aux contrats de stockage supportés par EDF dans les ZNI

Les reliquats exposés pour l'exercice 2020 correspondent principalement aux coûts relatifs aux périodes d'essai et de marche probatoire des deux batteries situées à Mana, en Guyane. Des régularisations sur les pénalités imputées à la batterie *Batrun*, située à La Réunion, sont également exposées de 2018 à 2019.

Les surcoûts liés au contrat de stockage supportés par EDF au titre des années 2018 à 2020 déclarés au titre de reliquats s'élèvent ainsi à **0,5 M€**. La décomposition par exercice est présentée dans le Tableau 8. Ces surcoûts relèvent de la sous-action « Transition énergétique ».

Tableau 8 : Bilan des quantités d'électricité, coûts d'achats et surcoûts d'achat retenus a posteriori en ZNI pour des contrats de stockage

Exercice	Injection	Coût d'achat	Surcoût d'achat
	kWh	€	€
2020	131 954,0	475 944,5	467 690,8
2019	0,0	-25 937,9	-25 937,9
2018	0,0	13 851,2	13 851,2
Total	131 954,0	463 857,8	455 604,1

C.3.2 Surcoûts liés aux contrats de stockage supportés par EDM à Mayotte

Aucun reliquat n'a été déclaré par EDM pour des contrats de stockage à Mayotte.

C.4 Coûts liés aux actions de MDE dans les zones non interconnectées

C.4.1 Coûts liés aux actions de MDE supportés par EDF en ZNI

Retraitement d'une double réception

La correction d'une double réception d'une recette réalisée par EDF SEI dans son activité de déploiement de MDE à La Réunion a conduit à la prise en compte d'un reliquat au titre de 2020 de **+ 0,06 M€**.

Régularisation de prestations DSP-IT

La part correspondant à l'activité de MDE de la régularisation de prestations effectuées par la DSP pour le compte d'EDF SEI s'élève à 0,9 M€ (cf. C.1.1.1), et entraîne la prise en compte d'un reliquat de **+ 0,6 M€** au titre de 2020, **+ 0,3 M€** au titre de 2019 et **+ 0,02 M€** au titre de 2018.

C.4.2 Coûts liés aux actions de MDE supportés par EDM à Mayotte

Aucun reliquat n'a été déclaré pour les actions de MDE par EDM à Mayotte.

C.5 Coûts liés aux études mentionnées dans les PPE

Aucun reliquat n'a été déclaré pour des coûts d'étude en ZNI.

C.6 Synthèse des reliquats en ZNI

Au total, les reliquats au titre d'années antérieures et qui relèvent du soutien au ZNI, en dehors des charges liées aux dispositifs sociaux, s'élèvent à **+ 19,1 M€** et se répartissent de la manière suivante :

- Transition énergétique : + 10,5 M€
- Mécanismes de solidarité : + 8,5 M€

Tableau 9 : Synthèse des reliquats en ZNI, en dehors des charges liées aux dispositifs sociaux

en M€	EDF	EDM	EEWF	Autres acteurs	Total
Transition énergétique	9,9	0,6	0,0	0,0	10,5
Surcoûts achats OA	5,4	0,6			6,0
Surcoûts achats GAG ENR	-0,7				-0,7
Surcoûts production FH ENR	3,8				3,8
MDE	0,9				0,9
Stockage	0,5				0,5
Etudes ZNI identifiées dans PPE				0,0	0,0
Mécanismes de solidarité	8,4	0,1	0,0		8,5
Surcoûts achats GAG non ENR	2,7				2,7
Surcoûts production FH non ENR	5,7	0,1			5,8

D. SOUTIEN AUX EFFACEMENTS

Il n'y a pas eu de reliquats déclarés par RTE pour les années antérieures à 2021.

E. DISPOSITIFS SOCIAUX

E.1 Charges liées aux dispositifs sociaux – électricité

Une seule entreprise locale de distribution a déclaré des reliquats au titre des dispositifs sociaux – électricité pour l'année 2020. Il s'agit de pertes de recettes non déclarées l'année précédente et liées à des réductions sur les services pour les bénéficiaires du chèque énergie.

Aucune entreprise locale de distribution n'a déclaré de reliquats pour les années antérieures.

Les charges liées aux déclarations de reliquats s'élèvent ainsi à **0,4 k€**. Les détails par opérateur sont indiqués dans la section G.2.

E.2 Charges liées aux dispositifs sociaux – gaz

Aucun opérateur n'a déclaré de reliquats au titre des dispositifs sociaux – gaz.

E.3 Bilan des charges liées aux dispositifs sociaux

Au total, les charges liées aux déclarations de reliquats dans le cadre des dispositifs sociaux s'élèvent à **0,4 k€**.

F. FRAIS DIVERS – COUTS LIÉS À LA CONCLUSION ET À LA GESTION DES CONTRATS D'OBLIGATION D'ACHAT ET DE COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION EN MÉTROPOLE CONTINENTALE

EDF a déclaré un montant de 814 k€ s'agissant :

- des reliquats de frais de gestion, liés à l'intégration des amortissements correspondant aux systèmes d'information dédiés à la gestion du périmètre d'équilibre dédié à l'obligation d'achat ;
- des coûts opérationnels supportés par l'équipe « infrajournalier » et des coûts du département trésorerie.

Les reliquats se décomposent ainsi :

- **210 k€** au titre de l'année 2020 ;
- **233 k€** au titre de l'année 2019 ;
- **178 k€** au titre de l'année 2018 ;
- **193 k€** au titre de l'année 2017.

5 entreprises locales de distribution ont déclaré des reliquats de frais de gestion et de conclusion des contrats d'obligation d'achat au titre de 2020, pour un montant de **11,1 k€**.

1 entreprise locale de distribution a déclaré des reliquats de frais de gestion au titre de 2019 pour un montant de **0,2 k€**.

Aucune entreprise locale de distribution n'a déclaré de reliquats au titre de 2018 ou des années antérieures.

Au total, les charges liées aux déclarations de reliquats dans le cadre des frais de gestion s'élèvent à **0,8 M€**. Les détails par opérateur sont indiqués dans la section G.2.

G. SYNTHÈSE

G.1 Charges de service public retenues au titre de reliquats

Les charges prévisionnelles pour 2023 doivent être augmentées des reliquats de charges au titre des années 2012 à 2020, qui s'élèvent au total à **30,2 M€**. La répartition de ce montant par action budgétaire et par type d'opérateur, est fournie dans le Tableau 10.

Tableau 10 : Charges de service public de l'énergie retenues au titre de reliquats

en M€	EDF	EDM	ELD	Autres fournisseurs	Reliquats au titre des années antérieures à 2021
Soutien ENR électrique en métropole	2,3		7,0	0,2	9,4
<i>Eolien terrestre</i>	0,6		0,0	0,0	0,6
<i>Eolien en mer</i>	0,0		0,0	0,0	0,0
<i>Photovoltaïque</i>	-2,4		8,1	0,2	5,9
<i>Bio-énergies</i>	0,4		-0,8	0,0	-0,4
<i>Autres énergies</i>	3,6		-0,4	0,0	3,3
Injection biométhane	0,0		0,0	0,2	0,2
Soutien en ZNI⁽¹⁾	18,4	0,7			19,1
<i>Transition énergétique</i>	9,9	0,59			10,5
<i>Mécanismes de solidarité</i>	8,4	0,1			8,5
Cogénération et autres moyens thermiques	0,6		0,0		0,7
Effacement					0,0
Dispositifs sociaux⁽²⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Compensation FSL</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Afficheur déporté</i>	0,0		0,0	0,0	0,0
<i>Autres</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Frais divers	0,8		0,0	0,0	0,8
<i>Frais de gestion</i>	0,8		0,0	0,0	0,8
	22,1	0,70	7,0	0,4	30,2

(1) Hors charges liées aux dispositifs sociaux en ZNI

(2) Dont charges liées aux dispositifs sociaux en ZNI

G.2 Détail des charges de reliquats liées aux contrats d'achat et aux dispositifs sociaux en électricité supportées par les entreprises locales de distribution et autres fournisseurs

G.2.1 Reliquats au titre de 2020

Tableau 11 : Détails des charges de reliquats liées aux contrats d'achat et aux dispositifs sociaux en électricité supportées par entreprises locales de distribution et autres fournisseurs au titre de 2020

	Charges dues aux contrats d'achat					Soutien à l'injection de biométhane	Charges liées aux dispositifs sociaux	Frais de gestion	Montant de la compensation
	Quantité achetée	Coût d'achat	Coût évité énergie	Coût évité capacité	Surcoût d'achat total				
Nom opérateur	MWh	€	€	€	€	€	€	€	€
R.S.E. REGIE SERVICES ENERGIE AMBERIEUX	15,3	6 523,2	717,7	0,0	5 805,5	0,0	0,0	0,0	5 805,5
S.I.C.A.E. DE LA REGION DE PRECY SAINT-MARTIN	65,9	42 756,2	2 637,1	0,0	40 119,1	0,0	0,0	0,0	40 119,1
Energie Quillan Occitanie	0,0	-1 697,3	0,1	0,0	-1 697,4	0,0	0,0	0,0	-1 697,4
S.I.V.O.M. LABERGEMENT SAINTE-MARIE	11,3	2 361,0	757,1	0,0	1 603,9	0,0	0,0	243,0	1 846,9
SYNELVA COLLECTIVITES	0,0	-820 000,0	0,1	0,0	-820 000,1	0,0	0,0	0,0	-820 000,1
Régie d'Electricité du Syndicat du SUD DE LA REOLE	792,2	206 095,2	52 589,5	0,0	153 505,7	0,0	0,0	0,0	153 505,7
Régie Municipale de Bazas Energie	45,4	9 353,0	2 037,1	0,0	7 316,0	0,0	0,0	0,0	7 316,0
Coopérative d'Electricité SAINT-MARTIN DE LONDRES	1 364,0	165 730,2	65 518,6	0,0	100 211,6	0,0	0,0	0,0	100 211,6
GAZ ELECTRICITE DE GRENOBLE	114,2	-436 705,1	6 386,7	0,0	-443 091,8	0,0	0,0	0,0	-443 091,8
GASCOGNE ENERGIES SERVICES AIRE SUR L'ADOUR (ex Régies Municipales)	0,0	0,0	-73 917,3	0,0	73 917,3		0,0	0,0	73 917,3

	Charges dues aux contrats d'achat					Soutien à l'injection de biométhane	Charges liées aux dispositifs sociaux	Frais de gestion	Montant de la compensation
	Quantité achetée	Coût d'achat	Coût évité énergie	Coût évité capacité	Surcoût d'achat total				
Nom opérateur	MWh	€	€	€	€	€	€	€	€
S.I.C.A.E. REGION DE PITHIVIERS	170,9	43 588,5	8 710,5	0,0	34 878,0	0,0	0,0	0,0	34 878,0
SAEML UEM USINE D'ELECTRICITE DE METZ	310,7	54 622,9	11 186,1	0,0	43 436,8	0,0	0,0	0,0	43 436,8
Régie Municipale d'Electricité ROMBAS	108,0	12 820,4	4 438,8	0,0	8 381,6	0,0	0,0	420,0	8 801,6
Régie Municipale d'Electricité AMNEVILLE	9,1	5 100,0	649,7	0,0	4 450,3	0,0	0,0	0,0	4 450,3
R.M.E.T. TALANGE	120,4	36 527,6	5 560,0	0,0	30 967,6	0,0	372,8	591,6	31 932,0
Régie Communale d'Electricité MONTATAIRE	0,0	-57 081,9	0,0	0,0	-57 081,9	0,0	0,0	0,0	-57 081,9
S.I.C.A.E. OISE	173,0	71 359,2	5 575,6	0,0	65 783,6	0,0	0,0	5 970,2	71 753,8
Régie Intercommunale d'Electricité NIEDERBRONN REICHSHOFFEN	158,6	85 672,4	11 084,6	0,0	74 587,9	0,0	0,0	0,0	74 587,9
ES ENERGIES STRASBOURG	1 572,6	528 688,1	44 732,3	0,0	483 955,8	0,0	0,0	0,0	483 955,8
VIALIS	24,0	5 037,1	1 336,4	0,0	3 700,6	0,0	0,0	0,0	3 700,6
Coopérative de droit suisse ELEKTRA BIRSECK	113,3	43 154,2	5 547,6	0,0	37 606,6	0,0	0,0	0,0	37 606,6
ARC ENERGIES MAURIENNE	1 284,3	190 478,3	43 385,0	0,0	147 093,3	0,0	0,0	0,0	147 093,3
Régie du Syndicat Intercommunal d'Energies VALLÉE DE THONES	9,2	3 944,5	518,9	0,0	3 425,6	0,0	0,0	0,0	3 425,6
ENERGIE ET SERVICES DE SEYSSSEL (SAEML)	56,1	30 537,6	2 826,1	0,0	27 711,5	0,0	0,0	0,0	27 711,5
S.I.C.A.E. E.L.Y. : REGION EURE & LOIR YVELINES	8,3	3 278,8	415,2	0,0	2 863,6	0,0	0,0	0,0	2 863,6
SEOLIS	21 977,3	6 531 481,2	673 773,9	0,0	5 857 707,3	0,0	0,0	0,0	5 857 707,3
S.I.C.A.E. de la SOMME et du CAMBRAIS	197,5	36 195,7	7 208,1	0,0	28 987,6	0,0	0,0	0,0	28 987,6
Régie Communale d'Electricité MONTDIDIER	0,0	31,0	0,0	0,0	31,0	0,0	0,0	0,0	31,0
EPIC ENERGIES SERVICES LAVAU - Pays de Cogna	512,9	104 845,1	32 935,0	0,0	71 910,0	0,0	0,0	0,0	71 910,0
Régie d'Electricité du Département de la Vienne SOREGIES	6 206,8	1 594 230,4	241 912,3	0,0	1 352 318,1	0,0	0,0	3 909,5	1 356 227,6
S.I.C.A.E. CANTONS DE LA FERTÉ-ALAIS & LIMITROPHES	6,6	3 930,8	389,1	0,0	3 541,6	0,0	0,0	0,0	3 541,6
ENGIE SA						-441 208,2			-441 208,2
REDEO ENERGIES						11 540,2			11 540,2
SAVE						-35 912,4			-35 912,4
SEGE - AIR LIQUIDE						836 350,0			836 350,0
ENERCOOP	964,7	196 862,9	37 509,6	0,0	159 353,2	0,0	0,0	0,0	159 353,2
Total	36 392,5	8 699 721,1	1 196 421,7	0,0	7 503 299,4	370 769,6	372,8	11 134,3	7 885 576,2

G.2.2 Reliquats au titre de 2019

Tableau 12 : Détails des charges de reliquats liées aux contrats d'achat et aux dispositifs sociaux en électricité supportées par entreprises locales de distribution et autres fournisseurs au titre de 2019

	Charges dues aux contrats d'achat					Soutien à l'injection de biométhane	Charges liées aux dispositifs sociaux	Frais de gestion	Montant de la compensation
	Quantité achetée	Coût d'achat	Coût évité énergie	Coût évité capacité	Surcoût d'achat total				
Nom opérateur	MWh	€	€	€	€	€	€	€	€
Régie Municipale de Bazas Energie	38,1	5 585,2	1 644,5	0,0	3 940,7	0,0		0,0	3 940,7
Coopérative d'Electricité SAINT-MARTIN DE LONDRES	127,5	17 113,0	4 815,9	0,0	12 297,1	0,0		0,0	12 297,1
GASCOGNE ENERGIES SERVICES AIRE SUR L'ADOUR (ex Régies Municipales)	0,0	0,0	-18 699,4	0,0	18 699,4	0,0		0,0	18 699,4
SAEML UEM USINE D'ELECTRICITE DE METZ	4,2	1 126,9	193,3	0,0	933,6	0,0		0,0	933,6
R.M.E.T. TALANGE	116,4	34 170,0	5 743,0	0,0	28 427,0	0,0		243,6	28 670,6
Régie Communale d'Electricité MONTATAIRE	0,0	-65 798,0	0,0	0,0	-65 798,0	0,0		0,0	-65 798,0
Régie Intercommunale d'Electricité NIEDERBRONN REICHSHOFFEN	5,9	3 039,0	217,7	0,0	2 821,3	0,0		0,0	2 821,3
ES ENERGIES STRASBOURG	88,4	44 421,8	3 260,1	0,0	41 161,7	0,0		0,0	41 161,7
Coopérative de droit suisse ELEKTRA BIRSECK	6,3	2 094,3	240,4	0,0	1 853,9	0,0		0,0	1 853,9
ENERGIE ET SERVICES DE SEYSSSEL (SAEML)	2,9	1 095,6	131,7	0,0	963,9	0,0		0,0	963,9
SEOLIS	83,7	13 211,3	-61 721,0	0,0	74 932,3	0,0		0,0	74 932,3
S.I.C.A.E. de la SOMME et du CAMBRAIS	6,4	1 937,0	233,7	0,0	1 703,3	0,0		0,0	1 703,3
Régie Communale d'Electricité MONTDIDIER	0,0	2 675,0	0,0	0,0	2 675,0	0,0		0,0	2 675,0
SICAE du CARMAUSIN	0,0	-256 766,7	0,0	0,0	-256 766,7	0,0		0,0	-256 766,7
Régie d'Electricité du Département de la Vienne SOREGIES	550,9	68 408,1	20 501,7	0,0	47 906,4	0,0		0,0	47 906,4
ENGIE SA						-126 140,5		0,0	-126 140,5
Total	1 030,6	-127 687,4	-43 438,4	0,0	-84 249,1	-126 140,5	0,0	243,6	-210 146,0

G.2.3 Reliquats au titre de 2018

Tableau 13 : Détails des charges de reliquats liées aux contrats d'achat et aux dispositifs sociaux en électricité supportées par les entreprises locales de distribution au titre de 2018

Nom opérateur	Charges dues aux contrats d'achat					Soutien à l'Injec- tion de biométhane	Charges liées aux dispositifs sociaux	Frais de gestion	Montant de la compensation
	Quantité achetée	Coût d'achat	Coût évité énergie	Coût évité capa- cité	Surcoût d'achat total				
	MWh	€	€	€	€	€	€	€	€
Coopérative d'Electricité SAINT-MARTIN DE LONDRES	33,0	11 487,0	1 474,3	0,0	10 012,7	0,0	0,0	0,0	10 012,7
GASCOGNE ENERGIES SERVICES AIRE SUR L'ADOUR (ex Régies Muni- cipes)	0,0	0,0	47 427,8	0,0	-47 427,8	0,0	0,0	0,0	-47 427,8
Régie Communale d'Electri- cité MONTATAIRE	0,0	-134 227,5	0,0	0,0	-134 227,5	0,0	0,0	0,0	-134 227,5
Régie Intercommunale d'Electricité NIEDERBRONN REICHSHOFFEN	1,4	583,1	68,9	0,0	514,2	0,0	0,0	0,0	514,2
ES ENERGIES STRASBOURG	44,8	26 806,7	2 235,1	0,0	24 571,6	0,0	0,0	0,0	24 571,6
Coopérative de droit suisse ELEKTRA BIRSECK	6,3	2 088,4	239,8	0,0	1 848,6	0,0	0,0	0,0	1 848,6
SEOLIS	55,6	-140 649,1	2 921,1	-12 800,0	-130 770,2	0,0	0,0	0,0	-130 770,2
S.I.C.A.E. de la SOMME et du CAMBRAIS	9,5	2 701,8	379,7	0,0	2 322,1	0,0	0,0	0,0	2 322,1
Régie Communale d'Electri- cité MONTDIDIER	0,0	-16 784,0	0,0	0,0	-16 784,0	0,0	0,0	0,0	-16 784,0
Régie d'Electricité du Dépar- tement de la Vienne SOREGIES	134,9	16 362,8	6 736,0	0,0	9 626,8	0,0	0,0	0,0	9 626,8
Total	285,5	-231 630,8	61 482,6	-12 800,0	-280 313,4	0,0	0,0	0,0	-280 313,4